

Le Lundi 8 Décembre 2025

### Comité Social d'Administration Local Assemblée Plénière du Gard

Madame la présidente,

**Depuis des années nous déplorons les réorganisations incessantes dont le but est de faire toujours plus avec moins d'agents.**

Cette politique est source de Risques Psycho Sociaux. L'Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) reconnaît que l'insécurité de la situation de travail et les exigences au travail sont deux des six facteurs de RPS.

Selon l'institut de veille sanitaire 480 000 personnes en France seraient en détresse psychologique au travail et le burn out concernerait 7 % de ceux ci, soit 30 000 personnes. Selon d'autres études, plus pessimistes, les estimations vont de 2,5 millions à 3,2 de personnes qui présenteraient un risque de burn-out « sévère ».

Cette année la DGFIP au niveau national déplore 36 actes suicidaires, Solidaires considère que ce n'est que la partie émergée de l'iceberg d'une DGFIP en souffrance partout sur le territoire, dans tous les types de services et dans tous les grades.

#### **Combien d'agents sont en arrêt pour épuisement professionnel ?**

**A l'ordre du jour de ce CSAL AP, les réorganisations de trois services de la DDFIP, le SIE de Bagnols sur Cèze, le SDIF et le PCE.**

Que ce soit au SDIF ou au SIE de Bagnols sur Cèze, ces réorganisations ont pour raison essentielle **la charge emplois. Les agents sont en souffrance et une nouvelle organisation leur est proposée.** Même si ces réorganisations peuvent être attendues pour certains agents, elles vont impliquer pour eux un nouvel effort d'investissement en formation professionnelle. Pour certains, cela risque d'être la goutte d'eau de trop !

**Concernant le point du PCE à l'ordre du jour, Solidaires en national comme en local s'oppose à cette nouvelle organisation imposée comme un diktat au niveau national sans réelle justification.**

Après le NRP, la sphère du contrôle fiscal va subir une restructuration et une industrialisation des missions. Après le NRP qui a vu son réseau se restreindre et des conséquences importantes pour les agents au niveau mobilité, voici que la direction continue cette politique néfaste et propose de transférer des emplois implantés sur le site de St Privat des vieux vers Nîmes.

Depuis des années nous déplorons que les agents ne sont que des pions sur échiquier mortifère. Pourtant au cours des GT, les agents du site de St Privat ont manifesté le souhait de rester sur leur site. **Cette solution de garder une structure sur ce site a d'ailleurs été évoqué tout au long du processus de discussion, lors du dernier CSAL AP et à plusieurs reprises dans vos déplacements sur ce site, dès lors que cette structure accueille 6 agents minimum.**

Les agents du site de St Privat se retrouvent démunis face à votre décision de proposer en instance aujourd'hui le déplacement de leur mission vers Nîmes. Une démotivation et un mal être suite à cette décision mal acceptée et non-comprise d'abandon du site a été constatée par Solidaires.

L'agglomération d'Alès dont dépend St Privat des vieux est la sous-préfecture de notre département et à ce titre mérite de conserver l'ensemble des services sur son territoire. La région d'Alès est une zone attractive et en essor constant, vous le constatez vous même à l'occasion des mutations locales, beaucoup d'agents affectés actuellement sur le département souhaitent rejoindre Saint Privat.

Enfin concernant l'exercice emploi de l'année 2026, un CSAR était convoqué ce 5 décembre, reconvoqué le 19 décembre prochain. Nous savions déjà que la DGFIP perdait 550 emplois.

Les documents du CSAR du 5 décembre font apparaître une allocation Equivalent Temps Plein de 742 pour la direction du Gard.

Pouvons nous avoir les effectifs réels par corps de notre direction afin de connaître le résultat de l'exercice emplois pour notre direction ?